

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

26 avril 2007

N° 1976

1,22 €

Députations et
juntas générales



2ème TOUR SARKO - SEGO

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



A droite toute

PAS plus qu'en 2002, les instituts de sondages ne se sont trompés pour cette présidentielle et les électeurs que l'on disait indécis n'étaient assurément pas si hésitants que cela: comme annoncé, c'est bien une France telle qu'en elle-même, très majoritairement à droite, qui s'est exprimée dans les urnes dimanche. Le total des voix de gauche atteint à peine 36%, les suffrages recueillis par Le Pen, Villiers, Sarkozy et Bayrou s'élèvent à 64%, soit un rapport de quasiment un tiers/deux tiers. Ce sont là les mêmes proportions que durant les troisième et quatrième Républiques et des deux premières décennies de l'après-guerre.

En un siècle, la population s'est fortement accrue et métissée, la structure sociologique du pays a été profondément bouleversée, mais sa coloration politique n'a pas varié. En réalité, il n'est pas surprenant que dans une société déstructurée, sans projet collectif, le message de l'individualisme à outrance, de la méfiance vis-à-vis d'autrui, de la satisfaction des envies immédiates, ait un écho de plus en plus grand. Sarkozy l'a bien compris: libéralisme à tous crins, apologie du succès personnel, fût-ce au détriment du plus faible, répression policière pour maintenir l'ordre établi, méfiance envers la construction européenne et repli hexagonal, tels sont les ingrédients de son succès de dimanche. En utilisant, à visage découvert, des thématiques aux relents nationalistes et ségrégationnistes, il a réussi ce que Chirac n'avait voulu ou pu faire en 2002: attirer à lui une bonne part des électeurs du front national et priver Le Pen de second tour. C'est la seule donnée qui différencie l'élection de 2007 de celle de 2002.

La France est historiquement conservatrice. Vieillissante, elle dérive à présent vers une droite dure et décomplexée, à la Berlusconi et Aznar. Pour cette raison, malgré les apparences du succès d'estime obtenu dimanche, l'entreprise de Bayrou pour dépasser cette droite-là n'aura pas de lendemain.

En face, le parti socialiste, même s'il a bénéficié du vote utile empêchant l'expression de l'écologie politique ou de l'altermondialisme, est incapable de se renouveler, de se départir de ses certitudes arrogantes, de sa posture psychorigide et de son cynisme. Il n'a pourtant qu'une chose à faire s'il ne veut pas continuer à perdre du terrain: être un parti socialiste, c'est-à-dire rassurer les plus faibles, mettre les services publics au service du public, remettre l'économie au service du travail et non de la finance, dépasser son jacobinisme hautain, bref tenter de recoller les morceaux d'une société en miettes.

Pour nous abertzale d'Iparralde, l'avenir proche ne sera sans doute pas porteur d'avancées institutionnelles. On connaît Sarkozy et ses relais locaux. Royal a dit lors de sa visite à Anglet, cornaquée par nos pires adversaires, son opposition à nos revendications. Plus que jamais, nous devons construire nous-mêmes les instruments de la sauvegarde de notre identité. La formidable mobilisation de la semaine passée contre la commercialisation des semences de maïs GM par Lur Berri démontre, encore une fois, notre capacité à résister là où d'autres capitulent sans combattre. Elle montre aussi que des luttes citoyennes partagées nous rapprochent de secteurs sociaux qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans notre démarche identitaire. C'est en démontrant encore et toujours notre aptitude à construire que nous convaincrions.

Aurreiritzien kontra... hurbiltasuna !

FRANTSES estatuko lehendakaritzako hauteskundeetan molde batez edo bestez, azken aldietan, etorkinen gaia beti eztabaidagunean agertzen da. Errex asmatzen ahal da kanpaina kari migrazioei buruzko gaiak nola erabiliak diren.

Maiz, jendartean diren aurre iritzi beldurgarrienak gorai-patuak dira. Frangotan ikusten, entzuten edo irakurtzen ahal dira «etorkinen inbasioa, nortasun nazionalaren galtzea edo gaixtagin honen edo haren kanpoko jatorriari buruzko «gogoetak. Gainera, "gogoeta"» horien karietara, norbera bihozbera edo errukitsu dela pentsa arazteko, kasik beti aipatzen da Rocard, frantses lehen ministro ohiaren ateraldi famatuaren parte bat... «Frantziak ezin du munduko miseria guzia hartu edo babestu»... Eta hori zertako? Orogen buru, konzientzia hobego batekin, bazterketak eta aurreiritzi ezezkorrak diren bezala uzteko edo indartzeko!!

Kontua da, herritarrak, Rocard-en ateraldia osoki irakurriz geroz, etorkinen gaiari segidan beste begirada bat emaiten diola.

Hara zer zion ministro ohiak: «Frantziak ezin du munduko miseria guzia hartu edo babestu... baina zintzoki bere partea hartu behar du». Jatorrizko esaldiak, etorkinei buruzko gaiari ezintasunaren aurreiritzia lotzeko ordez, elkartasun eta hurbiltasunaren mezu bat lotzen dio.

Ber moldean, Cimade-ek, etorkinen egoeraz arduratzen den elkarteak, bere egunereko lanetan etorkinekin duen hurbiltasunaren indar eta balioak erakusten dizkigu.

● Lehenbizik azpimarratuz INSEEk ziola 1999an 4,3 milioi inguru etorkin Frantzian bizi zirela. Hots jendartearen %7,4 etorkina (*) zela erran nahi baita 1975ko ehuneko berdint-sua! Zaila da inbasioa aipatzea!!

● Bestalde, gaur egungo migrazio mugimenduak (ekonomikoak edo politikoak) mundu mailan antolakuntza ezaren, ezberdintasunen, justizia eta demokraziaren faltaren ondorioak direla gogora araziz.

Horiek hola, jakinez Iparraldeko jendetza datorren 15 urteetan 275 000 biztanletarik 310 000ra pasatzekotan dela... interesantea da aintzineko lerroetan Frantses estatuko imigrazioari buruz egin den gogoeta Iparraldearen kasuan ere hastea.

Zein dira etorriko diren pertsona berri horiek? Zertarako etorriko dira? Nola egin biztanle berriekin hurbiltasunaren atxikitze? Zer falta da eta zer egin behar da aurre ikusten diren 30.000 «etorkin» horiek 30.000 euskaldun berri bilaka ditezten?

(*) Hobekio ulertzeko, hara zombait definizio. Gaur egun, Frantzian etorkin gisa kontsideratua da atzerrian sortutako atzerritarra eta Frantziara molde iraunkorrean egoitera sartu dena. Etorkin bat frantses bilakatzen ahal da frantses naziotasuna bildu badu Frantzian sartu eta gero «naturalizazio» prozesuarekin, ezkontzaren bidez edo famili loturaren bidez. Alderantziz, atzerritar bat, Frantzian sortu dena ez da etorkin bezala kontsideratua izanen.

s'est étonné

... et réjouit que l'effondrement du score électoral de Le Pen sur l'ensemble de l'hexagone soit particulièrement sensible dans les Pyrénées-Atlantiques, où il fait son plus mauvais résultat. Ce département se distingue aussi pour être le seul à avoir donné la première place à Bayrou. On disait ce département bicéphale, non il est unique!

... pas tant que ça du retour de Rouletabille-Bernard Tapie sur les plateaux de télévision, le soir des élections. Il s'était visiblement attardé au buffet, pour confondre à répétition Baylet, président de son parti radical, avec Bayrou, et Ségolène avec Sarko! Le magouilleur devenait bafouilleur!

... pas tant que ça de l'art de recaser, avant le départ de Chirac, les hauts fonctionnaires de Matignon et de l'Élysée. Un certain Louis-Charles Voissat, adjoint au directeur de cabinet de Villepin, décroche le poste d'ambassadeur chargé de la lutte contre le Sida. Le sieur Eric Pilloton, conseiller Justice auprès de Chirac à l'Élysée, est converti en préfet, administrateur des Terres Australes. Et dire qu'un demiposte d'enseignant basque ruine la République!

... des révélations du magazine *Challenge*, affirmant que le ministre de l'Économie, Thierry Breton, soutien affiché de Sarkozy, soit intervenu, contre l'avis du conseil d'administration d'Airbus, pour offrir à Noël Forgeard un parachute doré de 8,5 millions d'euro. Dans le même temps, son candidat fustige ce genre de privilège. Forgeard, Breton, Sarko: «Ensemble tout devient possible!»

... que l'administration pénitentiaire, qui a vu multiplier par 4 le vote par procuration des détenus, demande que des bureaux de vote soient installés dans les prisons pour les prochains scrutins. Elle a de fortes chances d'être entendue, car il serait regrettable que l'ex-président Chirac ne puisse voter à domicile!

... de la grosse colère du président Jean-Jacques Lasserre découvrant qu'une ligne électrique à haute tension, venant de France et alimentant la Péninsule Ibérique, doit passer au-dessus de son département. Personne ne l'avait mis au courant. Pour débusquer l'information qu'on lui cache, il ne reste plus à Jean-Jacques qu'à adhérer à LEIA!

... et réjouit, lors de la pose de la première pierre de l'entreprise Nobatek, venue d'Hegoalde, d'entendre Jean-Jacques Lasserre se déclarer «*admiratif de la simplicité et de l'efficacité du système*» de la maison mère visitée. Il l'a mis en parallèle avec les systèmes français sclérosés qui «*freinent et ralentissent les initiatives*». A force de fréquenter les gens du Sud, Jean-Jacques va finir par adhérer à Batasuna.

Agroalimentaire : dernière étude du Conseil de développement

A LA demande des quatre territoires PCD, le conseil de développement (Garepen Kontseilua) a fait faire une étude sur l'agroalimentaire en Pays Basque. Cette étude, réalisée par le cabinet AND International, est «*sortie*» cette année. Elle est restituée dans les différents PCD, au cours de ces mois-ci. Elle est aussi disponible dans les services du conseil, mais, je ne ré-



siste pas au plaisir de vous en révéler quelques indications.

Cette fois-ci, je reste dans le descriptif de la situation actuelle. Le mois prochain, je compléterai cette première partie par les analyses atout/faiblesse - opportunité/menace, et les préconisations et stratégies.

Au niveau de la «photo»

1) en terme d'emplois, c'est le premier secteur d'activité productive en Pays Basque, avec 10.000 emplois (7.200 dans l'agriculture principalement et la pêche, 2.300 dans la transformation et 700 emplois connexes). L'emploi de la transformation a augmenté de 20% de 1996 à 2004. On remarque aussi que le nombre d'exploitations de 5.400 en 2006 est en baisse de 100/an (mais diminution moins rapide qu'ailleurs), avec une surface moyenne de 23 ha, et que si le nombre de paysans diminue de 15% entre 1988 et 2000, il diminue de 32% en France, 2/3 des surfaces étant de l'herbe, avec des effectifs vaches de +10 %, brebis +14% alors qu'ils diminuent ailleurs, toujours sur la même période.

2) en terme de filière aval, le cabinet a distingué la filière viande (37 établissements, 718 emplois), avec une diversité de situations et de typologies d'entreprise (place des groupes comme Lur berri, Labeyrie, Campofrio), PME polyvalentes et de grande vitalité, dont les préoccupations principales sont: devenir des abattoirs publics, problèmes éventuels de transmission d'entreprise, besoins en qualité de MO qualifiée, utilisation de l'image basque dans les démarcations des

Pantxo Bimboire

produits. La filière lait (10 établissements, 312 emplois), avec un fort développement du fromage de brebis, mais un déficit de la production locale de 12 millions de litres de lait, caractérisée aussi par une bonne tenue du prix de lait. 2 groupes Bongrain (les Chaumes), et Lactalis (Pyrénéfom) prennent les 2/3 de la collecte. Le PB est le 2^e bassin français en lait de brebis et le 1^{er} producteur de brebis en pâte pressée. Les préoccupations de cette filière sont: la dépendance des grands groupes, le choix de la politique de développement (intensification ou non), la filière produits de la mer (9 établissements, 257 emplois, avec inclus les salines Cerebos. Dans cette filière on note une déficience locale au niveau de la transformation, pas de réel point fort, pas de lien avec l'amont local (les pêcheurs), et une forte concurrence du marché espagnol pour l'achat de la matière première.

La filière boulangerie/chocolaterie (20 établissements, 500 emplois) et d'autres filières diverses: céréales 5 établissements, 109 emplois, alimentation animale 8 établissements 97 emplois, boissons 5 établissements, 124 emplois, fruits et légumes 6 établissements 51 emplois

Au delà de la «photo»

L'élément qui peut caractériser l'agroalimentaire en Pays Basque est, pour le cabinet, le positionnement fondamentalement basé sur la recherche de valeur ajoutée (spécialités, niches, circuits valorisants, circuits courts): les acteurs nationaux (1.700 emplois) sont les promoteurs des produits basques à l'extérieur, ils sont confrontés à la concurrence nationale et internationale, exposés aux effets de la conjoncture et dépendant des GMS (grandes et moyennes surfaces). Les PME locales (1.000 emplois) sont les piliers de l'économie alimentaire locale, ils jouent la «*carte basque*» avec souvent des gammes larges et en circuits diversifiés. Leurs débouchés sont locaux ou régionaux.

Les micro-initiatives (300 emplois) ont des produits très spécifiques, un lien très fort avec le consommateur final et assurent un commerce souvent chargé d'un potentiel culturel au travers du produit.

Le savoir faire: autre caractéristique des entreprises agroalimentaires: basées fréquemment sur des recettes traditionnelles, on peut souligner que les brevets et les licences y font exception, il y a une interac-

tion positive entre le produit et sa filière.

La qualité de la main d'œuvre (le tour de main) reste essentiel (mais on constate des difficultés de recrutement surtout dans les PME, et la moitié des entreprises ont recours à l'apprentissage) réactivité envers le consommateur surtout de la part des PME en circuit court pas de fonction recherche et développement (RD), hors des groupes structurés, peu de recours à des organes collectifs pour la recherche ou la formation, cette dernière reste souvent assurée en interne).

Au niveau des coopérations, on peut souligner que: des coopérations verticales collectives existent dans le cadre de la maîtrise des produits (principalement lait et viande) par exemple qualité, traçabilité.

des coopérations horizontales existent aussi surtout du fait de PME: achat (exemple GIE Erosi), création de produits commun (exemple fromage au piment d'Espelette), création de marque (exemple Signé Pays Basque, Force Basque). des coopérations transversales pluri-sectorielles, artisanat et alimentaire existent: mise en commun de force de vente, GIE etc...

Enfin, et, surtout, ce qui caractérise ces entreprises agroalimentaires, c'est l'ancrage presque viscéral sur le Pays Basque: qui leur procure d'énormes avantages.

proximité de l'amont et de la matière première avec une image positive associée à une qualité de vie mais aussi quelques inconvénients, car il est dans une zone excentrée par rapport aux zones de consommation et son infrastructure est jugée souvent comme insuffisante. Le rôle du PB est aussi non négligeable sur:

l'approvisionnement: 44% des entreprises déclarent acheter plus de de leurs matières premières en PB et, bien sûr la maintenance, les services locaux (gardiennage, nettoyage, etc...) et aussi primordial en ce qui concerne l'image: toutes les entreprises profitent plus ou moins de la qualité de l'image Pays Basque mais cette image est utilisée de façon hétérogène (avec des initiatives plus ou moins cohérentes) avec un avis favorable à l'idée d'une marque commune, mais pas de consensus sur la manière et intéressant surtout le groupe de PME.

Voilà donc, à grands traits, la richesse, la diversité, les caractéristiques de ce secteur de pointe en Iparralde, le mois prochain, je vous indiquerai, selon l'étude de ce cabinet quel en sera le futur ...



Sarkozy et Royal au second tour net recul de Le Pen, effondrement des éc

PARTICIPATION exceptionnelle, la plus forte de la V^{ème} République, d'un corps électoral élargi aux très nombreux nouveaux inscrits. L'abstention se situe à 15,40%. A l'issue d'une campagne particulièrement suivie dans les meetings, à la radio/TV, dans la presse écrite et l'édition les résultats ont été assez proches de ceux indiqués par les multiples sondages d'opinion. Le souvenir du 21 avril 2002 a visiblement mobilisé et contribué à marginaliser, au nom du vote utile, les extrêmes. François Bayrou a perturbé, les trois derniers mois, le jeu des pronostics. Crédité autour de 6% en janvier il atteint 18,57% le 22 avril, ses électeurs devenant ainsi les arbitres du second tour. La relative victoire de sa croisade, pour sortir de la bipolarisation gauche/droite, s'est en fait soldée par le renforcement de ce dualisme traditionnel. Les deux candidats restant en lice ont en effet largement dépassé les scores habituels de leur camp respectif. Nicolas Sarkozy, avec 31,18%, écrase les scores de Jacques Chirac, 19,88% en 2002 et 20,84% en 1995. Ségolène Royal, avec 25,87%, retrouve le score de François Mitterrand en 1981 (25,85%) et dépasse largement celui de Lionel Jospin, 23,3% en 1995 et 16,8% en 2002.

Au Pays Basque

La tendance hexagonale se reflète en Iparralde allant jusqu'à renforcer le score des trois premiers candidats.

	Inscrits	Votants	Exprimés	Sarkozy	Royal	Bayrou	Le Pen	Besancenot	De Villiers
En voix	207.141	176.779	174.530	51.838	42.218	44.055	10.353	8.026	2.231
En %		85,34		29,70	24,19	26,24	5,93	4,60	1,28
Etat français	44.474.519	37.260.798 83,78	36.724.845	11.450.302 31,18%	9.501.295 25,87%	6.820.914 18,57%	3.835.029 10,44%	1.498.835 4,08%	818.704 2,23%

	Inscrits	Votants	Exprimés	Sarkozy	Royal	Bayrou	Le Pen	Besancenot	De Villiers
Bayonne	27.758	22.649 81,59%	22.365	6.086 27,21%	6.503 29,08%	4.995 22,33%	1.556 6,96%	1.206 5,39%	282 1,26%
Anglet	28.371	24.614 86,76%	24.352	7.714 31,68%	6.444 26,46%	6.057 24,87%	1.340 5,50%	908 3,73%	317 1,30%
Biarritz	23.226	18.442 79,40%	18.245	6.949 38,09%	4.102 22,48%	4.278 23,45%	1.101 6,03%	591 3,24%	243 1,33%
Cambo	3.905	3.357 85,97%	3.291	982 29,84%	727 22,09%	832 25,28%	247 7,51%	174 5,29%	40 1,22%
St Jean de Luz	10.742	9.260 86,2%	9.118	3.253 35,68%	2.121 23,26%	2.001 21,95%	525 5,76%	28 0,31%	122 1,34%
Hendaye	8.171	6.730 82,36%	6.669	1.468 22,01%	2.325 34,86%	1.273 19,09%	369 5,53%	460 6,90%	61 0,91%
Hasparren	4.549	4.033 88,66%	3.980	1.031 25,50%	792 19,90%	1.241 31,18%	308 7,74%	186 4,67%	41 1,03%
St Palais	1.277	1.124 88,02%	1.109	357 32,19%	199 17,74%	355 32,01%	56 5,05%	44 3,97%	17 1,53%
St Jean Pied de Port	1.070	945 88,32%	934	328 35,12%	208 22,27%	205 21,95%	54 6,21%	35 3,75%	5 0,54%
Mauléon	2.480	2.143 86,41%	2.119	459 21,66%	641 30,25%	476 22,46%	76 3,59%	101 4,77%	20 0,94%

Le collectif anti-OGM

RÉUNIS en assemblée générale à Heleta lundi soir, les membres du collectif anti-OGM ont dressé le bilan de l'occupation des locaux de Lur Berri pendant six jours pour obtenir la suspension de la décision de commercialiser des semences de maïs génétiquement modifié pour les semis de ce printemps. L'action du collectif, les soutiens politiques obtenus par les occupants et l'engagement des candidats, à l'exception de Sarkozy, pour un moratoire sur les cultures OGM ont conduit Lur Berri à surseoir à la commercialisation de ces semences jusqu'au lendemain du deuxième tour de la présidentielle.

Les membres du collectif, conscients que la partie est loin d'être gagnée, ont mis en place un programme d'actions pour sensibiliser producteurs et consommateurs sur les risques inhérents aux produits génétiquement modifiés.

Deux questions à ...

Bernard Causse,
conseiller municipal Vert
de Bayonne, porte-parole
du collectif anti-OGM



Bernard Causse

Enbata: Quel bilan tirez-vous de l'action menée à Lur Berri?

Bernard Causse: C'est une mobilisation qui a touché agriculteurs, et politiques. 2.000 personnes se sont manifestées pour soutenir concrètement l'action dans les locaux de Lur Berri. Le résultat obtenu est positif, sinon définitif: l'arrêt de la vente des semences dans l'immédiat. Mais surtout, le mouvement s'amplifie au niveau régional et national. Nous avons été un peu à l'origine de ce mouvement qui prend de l'envergure.

Enb.: Quelles sont les actions envisagées par le collectif pour donner une suite au mouvement?

B. C.: Le deuxième tour de l'élection présidentielle est devant nous. Mme Royal s'est prononcée pour le moratoire, pas M. Sarkozy. Nous allons interpellier les politiques pour qu'ils relaient notre exigence. Dans la foulée, nous allons mener une campagne

après de tous les candidats aux législatives de juin. Nous allons continuer notre action de sensibilisation auprès des agriculteurs qui seraient tentés par les OGM sur les risques qu'ils encourent s'ils sèment et auprès des consommateurs sur les dangers potentiels des produits OGM pour les motiver davantage. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour mener cette campagne de sensibilisation, par la presse, les médias, les lettres d'informations, la diffusion de vidéos, telle que celle du reportage sur les OGM diffusé par *Envoyé Spécial*. Nous utiliserons bien sûr d'autres supports comme internet pour agir. Nous organiserons également d'autres actions sur lesquelles nous réfléchissons en ce moment. Dans le même temps, un collectif d'avocats se met en place pour aider les agriculteurs, dont les cultures seraient contaminées, à poursuivre en justice les planteurs d'OGM.

Les leçons d'une victoire



Durant toute l'occupation de Lur Berri, des Assemblées Générales comme celle-ci étaient organisées pour faire le point, échanger entre participants et prendre des décisions. Ci-dessus, une partie de l'assistance de l'Assemblée Générale ayant réuni près de 600 personnes.

Oui, sans conteste, le mouvement d'occupation de Lur Berri a débouché sur une victoire.

Le collectif anti-OGM Pays Basque avait vu le jour à peine un mois avant, suite à un appel lancé au Forum Social local⁽¹⁾.

Qui, parmi les quelques personnes qui ont vraiment bataillé dans ce collectif, ont organisé la conférence de presse et édité les premiers tracts, puis préparé l'action d'Aicirits, aurait pu imaginer que quatre semaines plus tard, elles auraient médiatisé la cause des anti-OGM au niveau hexagonal, interpellé directement deux des trois "présidentiabiles", arraché de Lur Berri une suspension de la vente des semences OGM jusqu'au 7 mai, créé un collectif de 21 avocats prêts à mener la bataille juridique sur le terrain, sensibilisé pendant une semaine de suite la population d'Iparralde à l'enjeu de ces semences OGM, et mobilisé de nombreuses centaines de personnes, en démontrant là qu'il existe un vrai potentiel militant pour les batailles à venir sur ce thème-là ?

Et pourtant, c'est exactement ce qui s'est passé, ce mouvement d'occupation de Lur Berri est venu à point nommé démontrer qu'il y a des luttes qui font bouger les choses, qui arrachent des résultats concrets et sera très certainement un cas d'école à méditer pour tous ceux qui bataillent aujourd'hui sur d'autres terrains comme

▼
*Lur Berriren okupazio mugimenduak
erakusten digu borroka batzuk lortzen dutela
egoeraren aldatzea eta
ondorio konkretu batzuren eskuratzea.
Segurki, kasu eredugarri bat bilakatuko da,
etxebizitzaren, garraio azpiegitura erraldoien,
euskararen erakaskuntzaren arloan, etab.
borrokan ari direnentzat!*

celui du logement, de la résistance aux grandes infrastructures de transports, de l'enseignement en basque...

La force non-violente

Il est en somme une illustration parfaite de la mise en application concrète des principes stratégiques qu'a brillamment exposés le théoricien de la non-violence active Jean-Marie Muller dans le Alda d'il y a à peine deux semaines (Enbata n°1974 du 12 avril dernier). J'en conseille vivement la lecture et l'étude approfondie à tous ceux et celles qui désirent concilier non-violence et efficacité de la lutte, radicalité de la résistance et refus de glisser vers la "militarisation" du discours et de la pratique. Et ceux et celles qui avons vécu l'occupation de Lur Berri seront surpris(es) de voir à quel point on retrouve dans ce texte quasiment tous les éléments qui ont été les points forts, les moments clefs de cette bataille⁽²⁾.



Les raisons d'une victoire :

L'objectif était "clair, précis, limité et possible" : convaincre Lur Berri de renoncer à la commercialisation des semences OGM. ("C'est se condamner à l'échec que de choisir un objectif dont l'importance est disproportionnée par rapport aux forces que l'on peut raisonnablement mobiliser dans l'action").

Le moment était particulièrement bien choisi : la campagne présidentielle bien sûr, qui donnait une caisse de résonance toute particulière à l'action. Mais également la proximité des semis, qui renforçait le sentiment d'acuité et d'urgence du problème.



Erbakiak benetako indar erlazioari egokituak izan dira: jendeek ez dute erabaki muga gabeko okupazioa, baizik eta hiru eguneko lehenbizik, eta ondotik beste bi eguneko (...) Jendeak gehiago mobilizatzen dira iduri zaielarik ekintzak galdegiten duen indarra taldeak emaiten ahal duenaren heinekoa dela!

Les décisions sont particulièrement adaptées aux nécessités du rapport de forces réel : les gens ne décident pas d'une occupation illimitée, mais de trois jours (jusqu'à la décision du CA le mardi matin) puis de deux jours (jusqu'au meeting de Bayrou)... A chaque jour suffit sa peine, et on se mobilise d'autant plus que l'action nous paraît être à la portée de nos forces. Entre les propositions d'occuper le rez-de-chaussée et celles qui consistait à occuper également l'étage et les bureaux, on privilégie celle qui rassemble le plus de monde, maintenant ainsi l'unité la plus grande du mouvement, qui servira particulièrement par la suite avec la médiatisation obtenue grâce à la venue de Voynet). Surtout, on gagne ainsi la fameuse bataille de l'opinion, que mène également de son côté la direction de Lur Berri. A aucun moment, le mouvement ne donnera prise à une possibilité de criminaliser son action : l'occupation est en tout temps pacifique, ne dégrade en rien les locaux de la coopérative et n'entrave pas le travail de ses salariés. Le dernier jour, c'est même du côté de la direction que vient l'erreur, celle qui aurait été lourde de conséquences dans cette bataille de l'opinion si la négociation n'avait pas abouti le même jour : le

directeur tente un coup de force avec des vigiles et des chiens contre les occupants pacifiques dans une scène qui tourne au fiasco pour lui et est immortalisée par quatre photos. Une occupation massive pendant six jours de suite génère dans les deux camps fatigues, tensions et tentatives de glisser dans l'affrontement plus dur : il est capital de maîtriser collectivement ses nerfs. Une des deux parties du conflit n'a pas réussi à le faire, et cela l'a immédiatement mis en position de faiblesse dans la négociation.

Positionnement et fonctionnement :

Du côté des occupants, le conflit est bien positionné dès le début : il s'ancre dans une logique non-violente. Je ne parle pas ici que du refus de détériorer les lieux, de se livrer à des comportements agressifs face à la direction de Lur Berri. Plus en profondeur encore, il se manifeste par la recherche d'une issue qui n'humilie pas l'adversaire, qui ne le fasse pas apparaître comme le perdant. D'entrée de jeu, les occupant(e)s expliquent que ce qu'ils recherchent, c'est que Lur Berri montre l'exemple de la qualité, du refus des OGM qui ferait que la coopérative en sortirait grandie, renforcée. Chaque fois, les propositions sont formulées de telles façons qu'elles ne puissent pas être comprises comme des menaces, des chantages ou des ultimatums auxquels répondre positivement équivaldrait à perdre la face. On recherche la solution gagnant-gagnant.

Le processus collectif, de gestion assemblée, organisée et démocratique du mouvement (des assemblées rassembleront quotidiennement entre 120 et 600 personnes, parfois pendant plus de 4 heures d'affilée) parvient à formuler les bonnes décisions au fur et à mesure de l'évolution du conflit. C'est ce qui fait que le mouvement ne faiblit pas quand la direction manifeste son refus total des revendications du collectif le mardi midi, et qu'au contraire il se renforce à partir de ce moment là. C'est ce qui fait que le mouvement arrive à formuler une proposition qui est finalement acceptée par la direction (le blocage de la vente jusqu'au 7 mai) permettant de terminer l'occupation sur un premier acquis concret et de se préparer à la suite de la bataille en étant fort de tout ce qui a été construit pendant cette

semaine de lutte intense. L'occupation se termine en fixant la prochaine assemblée qui doit mettre en place la suite du mouvement et par deux réunions avec François Bayrou et Bruno Rebelle, conseiller environnement de Ségolène Royal qui leur fait préciser le contenu concret du moratoire anti-OGM auquel ils s'engagent à procéder s'ils sont élus le 6 mai.

Par manque de place, je ne peux également détailler les raisons spécifiques à la réussite de cette action là, qui sont pourtant toutes aussi importantes que la manière de la mener à bien : le sujet même des Ogm qui concentre des raisons très diverses de s'y opposer (santé, qualité et autonomie de l'agriculture, question de la souveraineté alimentaire, opposition au brevetaje du vivant et à l'aliénation de l'humanité au profit des intérêts et des logiques des multinationales...), la force de mobilisation et l'expérience des réseaux ELB, Arrapitz, Laborantza Ganbara, le potentiel énorme (déjà révélé par la création de Laborantza Ganbara et l'organisation de Lurrama) de l'union paysans basques-population urbaine, et le dévouement et la détermination des occupant(e)s rajoutés à la légitimité des paysans qui, en tant que coopérateurs de Lur Berri étaient en fin de compte chez eux dans ces locaux "occupés".

Ce n'est qu'un début :

La lutte continue aujourd'hui, pour imposer le moratoire immédiat au niveau de l'hexagone, pour attaquer les autres groupes que Lur Berri qui vendent d'ores et déjà des semences OGM, pour préparer l'après 7 mai en Pays Basque et pour faire pression sur les quelques producteurs qui seraient tentés de se fournir des semences OGM ailleurs qu'à Lur Berri.



(Pour suivre les activités et les réunions du collectif anti-OGM du Pays Basque : contact @ eh.anti-ogm.org et le blog : eh.anti-ogm.org)

¹⁾ qui se tenait cette année à Ainhice-Mongelos

(www.forumsocialpaysbasque.org

²⁾ texte de J.-M. Muller est disponible sur le blog d'Alda : www.mrafundazioa-alda.org, ainsi que de nombreuses interview des occupant(e)s de Lur Berri



Des AG rassembleront de façon quotidienne entre 120 et 600 personnes, parfois pendant plus de 4 heures d'affilée

Beldurra!

Kiskil

Maiatzaren 6an, frantses presidentzialeko bigarren itzulia izanen dugu. Sarko-Royal! Zenbaitzuk erranen dute ba betikoa: eskuina-ezkerraren aurka. Eskuina ala mutur eskuina? Sarko pertsona hori, nor da? Ze pretentsioa du? Nora arte joaiten ahal da? Eskuina ala eskuin muturra? Beldurra eta gogoetak emaiten ditu holako pertsona batek boterea hartzen balu!!

Beldurra... bihar, paperik gabeko familiak kanporatuak izanen baitira, salbaiki, tratamendu txarrak jasanen dituztela..., haur eta heldu batzuk aspaldiko urteetan hemen plantatuak!

Beldurra... bihar, langileen etorkizuna sozial arloan kenka txarrean izanen delakoz, nagusien eta horiekin batera multinazionalen alde eginez!

Beldurra... irakaskuntzaren sistemak baztertuko baititu nekeziak dituzten haur eta gazteak, baloratuz sozialki laguntzak dituzten irakasleak!

Beldurra... bihar, gaur egun bezala gizonak beren emazteak zanpatzen ahalko baitituzte beldur izpirik izan gabe, ez baita legerik plantan jarria izanen emazte horien defenditzeko!

Beldurra... bihar, ze jendarte eskainiko dugu gure ondokoentzat? Bihar zer janen dute? Gure bazterrak nolakoak izanen dira?

Maiatzaren 6ean zer egin? Bozkatu beldurgarria den gizon hori oztopatze-ko? Sozialistek ez dute sekulan deus onik ekarri Euskal Herrira! Konfiantza izpirik ez da! Baina Sarko bezalako baten aurka ez ote dugu denek indar egin behar, gure xilko ttipiari so egitera utzirik? Ez bozkatu? Abertzale aldarrikapenen inguruan ez du ez batak ez besteak deus aitzinamendurik ekarriko. Zer erran nahi du abertzale batentzat frantses presidentzial hauteskundeak? Ze interes du? Deus, izorraldi bera alde batetik edo bestetik! Baina, abertzale izateak ez ote du irekidura bat jendarte orokorrari begira, elkartasuna sektore batzuei begira, heiek baitute patituko zenbaitzuen jarrera bortitza? Ez ote da hori abertzale izatea ?

Bi aste izanen dira galdera hauei erantzuteko eta bigarren itzulian zer egin erabakitzekeo...



ERIC MAILHARRANCIN

Les choix économiques de la France



Une dépendance accrue vis à vis de l'Union Européenne

Un sujet important a été étrangement absent de la campagne des présidentielles : l'Europe.

Comme si ce thème gênait, comme si le rejet du projet constitutionnel par les français avait placé ce sujet au second plan. En revanche, dans la foulée du Front National, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal n'ont cessé de brandir le drapeau tricolore, d'évoquer la grandeur de la France et d'exalter l'identité nationale.

Ce parti pris patriotique paraît surréaliste au regard des réalités économiques d'aujourd'hui.

Si l'Etat français conserve les pouvoirs régaliens de la police, de la justice et de la défense, force est de constater que sa marge de manœuvre au niveau économique est de plus en plus réduite.

Certes, de nombreuses compétences restent nationales : la protection sociale, la politique sociale, la politique de l'emploi, la fiscalité (*qui sera traitée lors de ma prochaine conférence à la Fondation*),... Mais la liste des pouvoirs économiques transférés à l'Europe par les Etats est longue.

En premier lieu, depuis le traité de Maastricht et la création de l'euro, les Etats de l'Union ont abandonné tout pouvoir de contrôle de la création monétaire. L'Etat français n'a pas seulement perdu le franc mais aussi toute possibilité d'agir dans le domaine monétaire : le niveau des taux d'intérêt est désormais fixé par la Banque centrale européenne, selon des critères techniques, de manière totalement indépendante du pouvoir politique. La politique monétaire était pourtant un instrument essentiel d'action sur la conjoncture économique. Par exemple, la baisse des taux d'intérêt, en favorisant la demande de crédit et l'endettement, stimulait la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. A l'inverse, une hausse des taux d'intérêt permettait de lutter contre l'inflation.

D'autres domaines d'intervention économique ont été transférés au niveau européen. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche sont depuis longtemps dépendants des aides de Bruxelles. La réussite industrielle dont la France s'enorgueillit, telles que les programmes Airbus ou Ariane Espace, n'auraient jamais été possibles sans l'Union européenne. La lutte contre la concurrence déloyale, le contrôle des opérations de concen-

tration des grandes entreprises sont inopérants au niveau national et ne sont plus efficaces qu'au niveau européen. Les grands projets d'infrastructures tels que la modernisation des ports ou l'aménagement des lignes ferroviaires à grande vitesse sont tributaires des crédits européens.

Au niveau mondial, l'Europe négocie d'une seule voix auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce. Sur le plan juridique, la majorité des lois votées au Parlement français ne sont que des transpositions de directives européennes. Même la politique budgétaire est sous contrôle de l'Union : sous peine de fortes amendes, l'Etat français n'a pas le droit d'avoir un déficit budgétaire dépassant 3% du PIB, et la dette publique ne doit pas excéder 60% du PIB.

Le silence des principaux candidats sur l'Europe est d'autant plus préoccupant que l'Union traverse une crise grave qui compromet son avenir.

Faute d'adoption d'une constitution, l'Union européenne élargie est ingouvernable. Le principe actuel de vote à l'unanimité des 27 pays membres pour les principales décisions condamne l'Europe à l'immobilisme et les politiques transférées par les Etats à l'Europe ne peuvent être appliquées de manière efficace.

L'absence de constitution et de véritable projet politique européen nous condamne à une Europe a minima, une vaste zone commerciale, libérale et sans contrôle, où les ajustements se font toujours par le bas : les entreprises se délocalisent vers les pays à faibles salaires et les fortunes s'expatrient vers les pays pratiquant la fiscalité la plus avantageuse. L'intégration récente de plusieurs pays au niveau économique très faible risque d'aggraver dangereusement ces dérives.

N'en déplaise aux candidats à la présidentielle, malgré "sa grandeur" et son "rayonnement dans le monde", la France ne pèsera plus grand-chose dans l'économie mondiale sans une Europe forte et unie. Il est urgent, qu'au même titre que le développement durable, le renforcement politique de l'Union européenne redevienne une priorité de nos gouvernants.



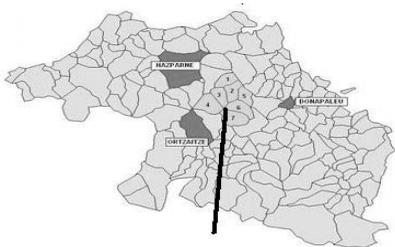
⁷ Jeudi 3 mai (de 19h00 à 21h00) - Impôts, politiques fiscales... et les choix de société qui se cachent derrière.

Mettre au monde une ikastola

**Seaska, la fédération des ikastola, a 1 lycée, 3 collèges et 21 écoles avec près de 2200 élèves.
A la rentrée 2007 sa 22^e école ouvrira les portes en pays d'Arbéroue.**

En octobre 2005 une dizaine de familles du pays d'Arbéroue se sont réunies. Un point commun les unissait : l'attachement à la langue basque et la volonté de la transmettre à leurs enfants.

Un projet les a mobilisées : la création d'une Ama Ikastola (école maternelle - enfants de 2 à 6 ans) Après une première rencontre avec les responsables de Seaska, l'équipe de parents a suivi plusieurs étapes, ci-après détaillées, qui vont aboutir à l'ouverture d'une nouvelle classe de maternelle à la rentrée 2007!



Arberoa

De la confirmation du besoin au soutien local

Pour confirmer l'intérêt et l'opportu-

rité de créer une école maternelle en langue basque sur le secteur de l'Arbéroue (Isturitz, Saint Martin d'Arbéroue, Saint Esteben, Hélette, Armendarits, Iholdy et Méharin) le groupe de parent porteur du projet a organisé un questionnaire qui a été envoyé à tous les parents du secteur afin d'évaluer le nombre de familles intéressées. De plus, des rencontres avec les élus du secteur ont aussi permis de trouver un local dont les travaux de mise en état de fonctionnement ont été pris en charge par Seaska. Enfin, une campagne a été organisée pour que les autres frais de démarrage à la charge des parents (achat de matériel : table, chaises, livres, etc.; organisation de la cantine, etc.) soient allégés grâce au soutien populaire.

Les motivations du projet

√ Ikastolan antolatua den irakaskuntza sistemaren eraginkortasuna.

√ Haurrak herrietan atxikitzea (ikastola herrietarik 10 kilometrotan izanen da gehienez).



<http://arberoaikastola.canalblog.com>

√ Euskararen erabileraren garatzea: haurrak haien eguneroko ingurumenatik hurbil atxikiz euskarari lotura afektiboa mantenduko da.

√ Dinamika berrien sortzea: animazio eta aktibitate batzuen antolaketa, beste eskolekin harremanak...

√ Euskararen irakaskuntzaren eskaintzaren osatzea: eskualdeko eskolen artean 2k irakaskuntza elebidun bat eskaintzen dute, besyeek inizazioa...

Où en est le projet aujourd'hui ?

Eramanak izan diren urratsak: aurkezpena tokiko hautetsiei, informazioa eskualdeko burasoei, egoitza atxemana Donamartin, 10 famili engaiatuak, elkarte sortua...



L'Agenda de la Fondation

SESSION DE FORMATION

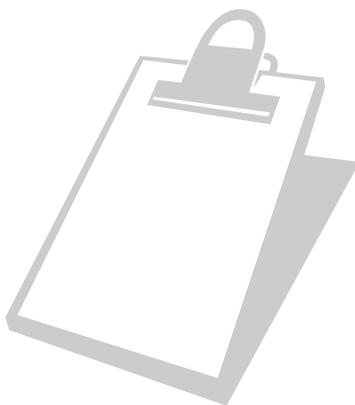
Conférence-débat
avec Chantal Torre

Le jeudi 26 avril à 19h00
au local de la Fondation à Bayonne

Thème : "J'accuse l'économie triomphante", résumé du livre d'Albert Jacquard

Ces sessions sont gratuites, accessibles à tous et à toutes et dans un langage simple et pédagogique.

Elles permettront de mieux cerner tant les différents dossiers de la politique française, notamment ceux au centre du débat des présidentielles et législatives, que les grands enjeux mondiaux actuels.



MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

Cycle - Zikloa

L'ÉCONOMIE À PORTÉE DE TOUS

Ekonomia denek ulertzeko moduan

www.mrafundazioa-alda.org

le journal

20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne / Cordeliers karrika 20. Baiona Titia

CONFÉRENCE - HITZALDIA

Résumé du livre d'Albert Jacquard

J'ACCUSE L'ÉCONOMIE TRIOMPHANTE

Albert Jacquard-en libururen laburpena

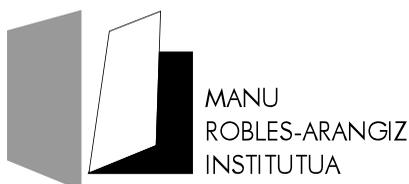
Chantal Torre

Jeudi - Osteguna

de 19:00 H à 21:00 H

26

AVRIL - APRILIA



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



our, forte poussée de Bayrou, ecologistes, du PC et de l'extrême gauche

ers	Buffet	Laguiller	Voynet	Bové	Nihous	Schivardi
1	2.654	1.901	3.532	3.945	3.130	647
	1,52	1,09	2,02	2,26	1,79	0,37
04	707.327	488.119	576.758	483.076	420.775	123.711
%	1,93%	1,33%	1,57%	1,32%	1,15%	0,34%

s du Pays Basque

Villiers	Buffet	Laguiller	Voynet	Bové	Nihous	Schivardi
82	400	263	438	387	201	48
26%	1,79%	1,18%	1,96%	1,73%	0,90%	0,21%
17	377	220	443	276	201	55
30%	1,55%	0,90%	1,82%	1,13%	0,83%	0,23%
243	191	164	311	188	90	37
33%	1,05%	0,90%	1,70%	1,03%	0,49%	0,20%
40	39	42	67	76	54	11
22%	1,19%	1,28%	2,04%	2,31%	1,64%	0,33%
22	95	102	159	163	93	34
34%	1,04%	1,12%	1,74%	1,79%	1,02%	0,37%
61	169	110	147	171	72	44
91%	2,53%	1,65%	2,20%	2,56%	1,08%	0,66%
41	33	50	93	99	90	16
03%	0,83%	1,26%	2,51%	2,49%	2,26%	0,40%
17	8	8	17	22	21	5
53%	0,72%	0,72%	1,53%	1,98%	1,89%	0,45%
5	5	8	26	32	23	5
54%	0,54%	0,86%	2,78%	3,43%	2,46%	0,54%
20	206	23	44	40	26	7
94%	9,72%	1,09%	2,08%	1,89%	1,23%	0,33%



Bayrou multiplie par 2,5 ses 10,67% de 2002 pour atteindre 26,24% et se place second (1^{er} dans les Pyrénées-Atlantiques) derrière Sarkozy qui porte le score de 23,19% de Chirac en 2002 à 29,70%. La candidate socialiste fait un bond (16,19% pour Jospin en 2002) à 24,19%. A noter son bon résultat sur Bayonne où elle arrive en tête avec 29,08% mais est distancée à Anglet avec 26,46% (18,7% pour Jospin en 2002) derrière Sarkozy 21,68% mais devant

Bayrou à 24,87%. Pour un Pays Basque traditionnellement classé à droite il faut noter le faible score de Le Pen à 5,95% qui fait la moitié des 9,7% de 2002. Notons également la quasi-disparition des «chasseurs» (1,79%) qui avaient un temps perturbé le panorama politique d'Iparralde. La participation est ici encore plus forte que dans l'hexagone avec 85,34% au lieu de 83,78%, ramenant à peu de chose la consigne d'abstention de Batasuna.

Evolution en Pays Basque : Présidentielle 1^{er} tour

	Sarkozy	Le Pen	Royal	Bayrou	Verts
Election 2007	29,45%	5,95%	24,36%	25,18%	2,01%
Election 2002	Chirac 23,19%	9,7%	Jospin 16,19%	10,67%	6,26%
Election 1995	Chirac 25,5%	8,35%	Jospin 22,19%	-	3,90%

M poursuit son action

Et à ...

Jon HARLOUCHET,
jeune agriculteur bio à
Buzunaritze, également
porte-parole du collectif

Enbata: Pourquoi les semis OGM préoccupent-ils la filière bio dont vous êtes membre?

Jon Harlouchet: Notre principale préoccupation est que, lorsqu'on s'engage dans l'agriculture biologique, on doit obéir à un cahier des charges qui interdit l'utilisation d'OGM. Pour nous la dissémination d'OGM met en péril notre obligation et notre droit à travailler sans OGM. Aujourd'hui, au nom de l'intérêt de quelques multinationales, on incite des paysans à semer des OGM, on revendique pour eux le droit de semer. Et nous, nous revendiquons le droit de produire sans OGM. Il est avéré que la coexistence entre OGM et non OGM est impossible car il y a contamination.



Jon Harlouchet

Enb.: Quelles sont les actions menées par la filière bio pour se prémunir de la contamination?

J. H.: La première action est celle de se défendre en cas de contamination et d'agir pour obtenir un moratoire sur ces cultures OGM. La position prise par la FNAB (fédération nationale des agriculteurs bio), c'est qu'il ne faut pas d'OGM en plein air, car la contamination est certaine. Nous travaillons avec les autres signes de qualité qui interdisent également l'utilisation d'OGM. Nous essayons de mener ce travail commun car nous défendons tous les mêmes objectifs et nous partageons bien des techniques avec des producteurs qui ne sont pas en bio.

La première action juridique a commencé en Lot et Garonne, il y a quinze jours. Pour la première fois, une action en référé a été introduite à l'encontre d'un producteur d'OGM pour lui interdire de re-semier des

OGM cette année. L'année dernière il avait semé des OGM et la contamination a été avérée par des analyses effectuées par des laboratoires indépendants sur des échantillons prélevés sous contrôle d'huissier. Les champs de maïs voisins ont été contaminés et des ruches situées à 1,5 km contenaient 40% de pollen OGM. C'est dire si la problématique est grave. Apiculteurs, producteurs bio et la Confédération paysanne ont donc intenté un référé contre cet agriculteur, M. Menara, qui avait semé 100 hectares l'année dernière, qui pensait en semer 200 cette année, alors que le contrat qu'il a produit au tribunal portait sur 48 ha! Devant les juges c'est sa responsabilité qui est engagée, pas celle des semenciers. Ce qui est étonnant, c'est que le tribunal a repoussé sa décision jusqu'au 24 mai, alors que le référé est une procédure d'urgence. Le sujet est éminemment politique.

Députations et juntas générales ou les

Le 27 mai prochain auront lieu en Hegoalde les élections municipales et forales. Derrière ce deuxième terme quasiment intraduisible en français, se cache un système original qui fonde l'autonomie basque dans sa dimension fiscale et économique. Pour faire simple, on désigne souvent les deputations et leurs assemblées ou juntas générales en faisant référence au niveau de compétence français qui leur serait le plus proche: le conseil général. Dans la réalité, nous en sommes très loin. Voici un aperçu simplifié d'un système qui fonctionne à nos portes.

JUNTES, le terme évoque en langue française quelque coup d'Etat perpétré dans un lointain pays latino-américain par une junta militaire. En fait, il s'agit bien comme en euskara avec le terme de batzar ou biltzar, d'une assemblée, d'un conseil. Les juntas générales ou batzar nagusiak sont élues tous les quatre ans et se composent d'une cinquantaine de membres répartis par zones géographiques, les plus urbanisées ayant un plus grand nombre de représentants. Elles détiennent une compétence exclusive de la plus haute importance, la collecte de 95% des impôts: impôts sur les sociétés, taxe à la valeur ajoutée (TVA) et impôt sur le revenu des personnes physiques, impôt sur le patrimoine et les successions. À charge pour les juntas d'en reverser une partie négociée à l'Etat central.

Pouvoir de légiférer

Les juntas générales ont en charge des plans sectoriels de développement et les finances publiques de chacune des provinces, uniquement dans quelques domaines qui ne sont pas du ressort de Madrid ou de Gasteiz: construction d'infrastructures (routes et ouvrages hydrauliques), aide sociale en faveur des handicapés, des personnes âgées et des plus démunis. Cela représente environ 50% du budget de chaque députation.

Est également de leur compétence le financement des mairies sur lesquelles elles exercent une tutelle (eau, urbanisme et entretien des voies publiques, aide sociale, culture et sport). Les juntas ont en outre la capacité d'introduire des propositions de loi au parlement autonome basque. Les décisions qu'elles prennent dans leurs compétences exclusives ont un pouvoir juridique équivalent à celui de la loi de l'Etat central.

Les juntas générales élisent un président de leur assemblée et un député général qui détient le pouvoir exécutif de la province appelé territoire historique. L'action du député général fait l'objet de procédures de contrôle, il peut être destitué en cours de mandat dans le cadre d'une motion de censure. Celui-ci peut aussi poser la question de confiance pour répliquer. Il est tenu de procéder à une déclaration annuelle de politique générale. La procédure des questions et des interpellations est également prévue. Les trois provinces de la Communauté autonome basque et la province de Navarre avec son statut foral sont les seules dans l'Etat espagnol à disposer d'un pouvoir de collecte fiscale aussi étendu. Le lecteur d'*Enbata* se souvient qu'un des débats majeurs du nouveau statut d'autonomie catalan fut précisément d'essayer d'obtenir un pouvoir fiscal et budgétaire équivalent. En vain.

Les différents impôts

Ce pouvoir fiscal n'est évidemment pas absolu. Il doit demeurer conforme aux traités internationaux signés par l'Espagne et ne pas gêner la libre circulation des capitaux. Dans la pratique, deputations et juntas sont tenues de rester dans des taux d'imposition équivalents à ce qui se pratique dans les autres provinces. Deux instances sont chargées de cette harmonisation, l'une dans le cadre de l'Accord économique ou *Concierto economico*, négocié tous les cinq ans avec l'Etat central, l'autre dans le cadre d'un organe de coordination fiscale qui négocie avec le gouvernement autonome basque. L'impôt sur les sociétés: la fixation de son taux a fait récemment encore l'objet d'une intense bataille politique au sein même des juntas générales et il y a quelque temps au niveau européen. Certaines provinces espagnoles ont en effet présenté des recours auprès des institutions européennes pour que les Basques ne décident pas d'un taux trop attractif à l'intention des investisseurs étrangers. Aujourd'hui, il se situe autour de 28 à 30 %.

Par ailleurs, les deputations disposent d'un éventail de déductions possibles applicables dans le cadre des plans de recherche et développement, de la formation, de créations de postes, de politiques d'exportation, de protection de l'environnement. Cette latitude a contribué à donner à l'économie basque la capacité de surmonter la crise de ses industries traditionnelles dans les années 80. Elle a ainsi pu, dès cette époque, mettre en œuvre les fameux clusters ou pôles de développement que la France vient de découvrir.

La TVA: le taux de cet impôt indirect sur la consommation est fixé par

l'Etat central en relation avec l'Union européenne, les institutions provinciales basques en assurent la gestion. Chaque territoire historique est chargé de la collecte et du calendrier de paiement.

C'est en ce qui concerne l'impôt sur les successions, les transmissions de patrimoine ou donations et les impôts sur les actes juridiques, juntas générales et deputations disposent de la plus grande marge de manœuvre.

Comme dans une fédération

Le gouvernement de Madrid collecte les cotisations de sécurité sociale qui représentent tout de même un

Lointain passé institutionnel

L'HISTOIRE des juntas générales se divise en deux périodes bien différenciées: de leur naissance au XIV^e siècle jusqu'à leur abolition en 1876 au lendemain de la défaite carliste, puis leur renaissance en 1979 après la mort de Franco. L'ensemble du système repose sur les fors ou fueros locaux et municipaux qui rassemblent l'ensemble des lois de droit public ou privé que chaque communauté a défini et rédigé au fil du temps (1).

À l'origine, les juntas sont des assemblées représentatives de villes ou communautés villageoises, elles détiennent l'essentiel des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Les juntas élisent un exécutif, la députation, dirigé par le député général. Elles sont garantes des lois de la province. Elles déterminent le montant des impôts et sa collecte, elles gèrent le budget provincial (entretien des routes, poids et mesures, etc). Elles reçoivent le serment du roi qui promet de respecter le Fuero, c'est-à-dire leur loi fondamentale. Les juntas disposent d'un pouvoir particulier appelé «*pase foral*» qui leur donne le droit de respecter, mais de ne pas appliquer les dispositions du monarque si elles apparaissent contraires au droit foral. Sur le plan militaire, elles se chargent de la conscription dans le cadre des milices forales pour défendre le territoire de la province.

À partir de 1677, les juntas se réunissent chaque année. Jusqu'au XVI^e siècle, chacun peut siéger aux juntas, sans distinction de classe sociale ou de sexe. Puis s'imposent jusqu'au XIX^e siècle de nouvelles règles: seuls les hommes soumis à un certain barème d'impôt pourront y être élus, ils devront savoir écrire et parler en espagnol, langue de l'administra-

tion, les prêtres et les avocats en sont exclus. Le poids électoral de chaque élu est proportionnel au nombre d'habitants de sa ville, finalement une oligarchie locale parviendra à contrôler l'ensemble.

Revendication majeure du nationalisme basque

Ce sont les juntas générales du Gipuzkoa, alors occupé par les troupes révolutionnaires françaises, qui tentèrent de négocier en 1794 avec la France la création d'un Etat tampon et neutre entre les deux Etats alors en guerre.

Tout ce système cessa de fonctionner après les défaites des guerres carlistes en 1839 puis en 1876 où les quatre provinces d'Hegoalde furent le bastion du mouvement prônant l'accession du prétendant carliste au trône d'Espagne. Cependant le régime fiscal du *concierto economico* fut maintenu à titre exceptionnel à partir de 1878 jusqu'en 1936; il fut ensuite supprimé par Franco dans les provinces «*rebeldes*» de Gipuzkoa et Bizkaia.

Durant un siècle, la remise en œuvre du régime foral et des juntas générales fut une des revendications majeures du nationalisme basque. Un décret royal du 4 janvier 1978 les rétablit, avant même l'adoption des statuts d'autonomie. La constitution espagnole de décembre 1978 confirma le tout.

(1) Le système foral n'est pas propre au Pays Basque, il était très répandu sur la chaîne de Pyrénées avec les Fors pyrénéens ou les «*Coutumes*» en Iparralde abolis lors de la nuit du 4 août 1789 (abolition des privilèges). En Espagne, les Fueros se développèrent dès le X^e siècle dans le cadre de la Reconquête contre l'occupant arabe, le système féodal étant très peu répandu, sauf en Catalogne et dans le Léon.



Les fondements de l'autonomie basque

budget et des flux financiers considérables. Il perçoit quelques impôts sur les importations, sur des salaires de fonctionnaires et sur la dette des emprunts d'Etat. Le tout représente 3% de la fiscalité payée par les habitants de la Communauté autonome. Bien qu'il soit encadré et négocié, le pouvoir fiscal basque se situe dans une logique qui rappelle celle d'une fédération, en vigueur par exemple en Suisse avec leurs cantons quant à leur souveraineté. Le pouvoir fiscal est détenu à la base, il est ensuite délégué et négocié avec les instances qui se situent au-dessus.

Répartition

Mais après la collecte des impôts vient la répartition des sommes recueillies entre le gouvernement central, le gouvernement autonome basque et les députations. La part qui revient à Madrid fait l'objet du concierto economico ou accord économique qui régleme périodiquement, au travers d'une loi méthodologique quinquennale, les relations financières des Basques avec l'Etat central. Il s'agit de financer les dépenses de ce dernier dans les domaines de compétences de son ressort qui n'ont pas été transférées aux institutions de notre pays. Cette contribution que verse le Pays Basque à l'Espagne s'appelle le *cu-po* ou *quote-part*. Le concierto economico a été modi-

fié au gré de l'évolution de la fiscalité: en 1986 avec l'introduction de la TVA, puis avec la disparition des frontières communautaires ou encore en 1997 avec la négociation sur

pas la répartition des compétences budgétaires entre le gouvernement autonome et les gouvernements des territoires historiques ou députations. Il ne définit pas non plus l'apport de



les impôts spéciaux. Le concierto concrétise les deux piliers du système foral: le pouvoir et l'autonomie fiscale de la Communauté autonome d'une part et d'autre part les flux financiers entre la Communauté autonome et l'Etat.

Loi sur les territoires historiques

Le statut d'autonomie définit le cadre, la gestion et le contrôle du système fiscal mais il ne détermine

chaque territoire historique au gouvernement autonome. Ce vide juridique est comblé par la loi sur les territoires historiques approuvée en 1983. Elle répartit les compétences et les conséquences financières qui en découlent au sein de la Communauté autonome entre le gouvernement de Gasteiz qui n'a aucune ressource fiscale propre et chacune des provinces ou territoires historiques. En 1997, un fonds de solida-

rité fut ainsi créé entre les députations.

Les difficultés rencontrées dans cette répartition furent une des pommes de discorde qui déboucha sur la scission entre le PNV et EA en 1986. L'essentiel des dépenses prises en charge par Madrid en Pays Basque correspond aux budgets de la Défense et des Affaires étrangères, ainsi qu'aux pensions de retraite et aux indemnités de chômage. Dans une province telle que le Gipuzkoa, cela représente 50% des dépenses publiques. Le Gouvernement autonome gère 30% des finances publiques, l'essentiel étant affecté à la Santé et à l'Education. Les mairies prennent en charge 13% de l'ensemble. Les institutions forales qui collectent la quasi-totalité des impôts, ne gèrent que 9% des budgets publics.

Tout ce système engendre bien entendu des tensions permanentes entre l'Etat et les députations. Ce qui peut apparaître comme une usine à gaz incompréhensible pour les bons esprits jacobins et cartésiens, fonctionne et nourrit une activité publique particulièrement vive où se pose toujours la question nationale avec la radicalité que l'on sait. Les résultats économiques d'Hegoalde portés par une bourgeoisie nationale, des traditions industrielles et un esprit d'entreprise indéfectible font le reste, ils tranchent avec les déserts qui l'entourent.

■ **Recrudescence locale des attentats.** Assiste-t-on au début d'une campagne d'attentats visant le tourisme et l'immobilier? Après les tentatives du 11 avril à Biarritz, Bayonne (et Boucau), des engins de même type ont cette fois explosé à St Jean de Luz et à Ciboure le 18 avril au soir, alors que celui de Guéthary, faisait long feu.

Après un appel au SAMU une heure auparavant, les policiers et pompiers étaient sur place lorsque les explosions se sont produites. La première a causé des dégâts au seuil de l'agence immobilière Immo Concept située sur la zone de Layats, à l'entrée nord de St Jean de Luz. La deuxième, vers 21 heures, a détruit un appartement de la résidence en fin d'achèvement Zubiburu, à Ciboure, réalisée par le promoteur Robert Alday. Le troisième engin devant une résidence secondaire en vente de Guéthary n'a pas fonctionné.

Il n'y a pas eu de revendication dans la semaine. L'appel anonyme, selon les informations officielles, faisait une fois de plus mention de la phrase «Le

Pays Basque n'est pas à vendre» et aurait —conditionnel de rigueur— rendu hommage à Filipe Bidart. Le sous-préfet Caron a déclaré que «il y aurait pu avoir des victimes». Madame Alliot-Marie a ajouté qu'il s'agissait d'«actes d'une profonde stupidité». Le maire de Ciboure, Poulou, les a qualifiés d'«injustifiables», d'autant que la commune dépasse, avec 50%, le quota des logements sociaux. Ayant voulu défendre la mixité privé-social, il s'est fait toutefois reprendre sur ce point par son opposante Sylviane Alaux. La CGT a condamné et rappelé que de telles actions «servent souvent de prétexte à des mesures liberticides». La 14^{ème} section antiterroriste de Paris s'est saisie de l'affaire, confiant l'enquête à l'antenne bayonnaise de la police judiciaire.

Concernant le thème du terrorisme, il a été, dès la fin des années 60, une préoccupation constante de la mouvance abertzale. Il a surgi de façon explosive avec Iparretarrak et notamment deux ans après l'arrivée de la

gauche au pouvoir. Le 30 juin 1983, le chalet d'accueil touristique «Agur» à l'entrée de Bayonne volait en éclats. La même année, l'office de tourisme de Biarritz, château Javalquinto, était très endommagé par les attentats IK des 9 juillet et 13 septembre. L'été 83 était marqué par une vague d'attentats visant le tourisme et les résidences secondaires. Cela remonte à 24 ans. IK a disparu. Irrintzi prendrait-il le relais?

■ **Envoyés spéciaux.** Les deux quinquagénaires arrêtés fin mars à Périgueux seraient en fait des «pléni-potentiaires» d'ETA. Ils se sont en effet présentés aux policiers français comme des messagers de l'organisation dans le cadre d'une négociation. Ils avaient sur eux le téléphone personnel d'un proche du ministre de l'Intérieur Sarkozy, le préfet Christian Lambert.

■ **Un TSJPV offensif.** Le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque (TSJPV) maintient la pression. La porte-parole du gouvernement auto-

nome, Miren Azkarate fut contrainte de se rendre comme témoin le 16 avril à la convocation du juge d'Instruction Roberto Saiz. Toujours dans cette procédure de «désobéissance» pour des rencontres avec les leaders du parti interdit Batasuna, non seulement ceux-ci (Otegi, Etxeberria, Dañobeitia), mais aussi les représentants du PSE Lopez et Ares ont répondu le 19 avril aux questions du juge Saiz.

■ **Statut non appliqué.** Afin de protester contre le refus par Madrid de transférer une des compétences dévolues au gouvernement de Gasteiz depuis l'application du Statut d'autonomie, le gouvernement basque a annoncé le 18 avril qu'il n'assurerait plus la maintenance sanitaire, éducative et sociale des prisons sur son territoire. En effet, le ministère basque de la Justice aurait dû avoir depuis 1994 compétence exclusive sur les centres pénitentiaires de Basauri, Langraiz et Martutene. Mais c'est toujours le gouvernement espagnol qui l'exerce.



Borrokaldi eder eta esperantzagarria

HALA izan da Aiziritzen sei egunez burutu ekintza. Alabainan, jende anitz hurbildu da eta ekintzan parte hartu du, denbora eta energia gogotik emanez. Arazoaren larritasuna erakusten badu ere, sorpresa polita izan da eta horrek posible egin du ekintzak irautea eta azkenik emankorra izatea behin behineko garaipena lortuz. Horrez gain elementu baikor gisa azpimarratu behar da jendarteko sektore sozial nahiz politikoko desberdinak gurutzatu eta elkartu direla sei egunetan zehar, borroka honen dimentsio globala islatuz. Bestalde okupazioan parte hartu dutenentzat esperientzia interesgarri eta aberasgarria gertatu da dudarik gabe. Jende ainitzen iritzi eta azterketa trukatzearaz gain, denbora guztian ekintza denetan kudeatua izan da, biltzar nagusietan ideia guztiak entzun eta eztabaidatu ondoren, erabakiak hartuz. Ekintzari oihartzun handiagoa emateko ederkari baliatua izan da hauteskunde garai berezia eta gisa berean honek ongi lagundu du aterabide negoziatua atxemaiteko bai eta, segur aski, militanteak indarrez kanporatzeko aukera saihesteko ere.

Jitez aldatutako organismoen arazoak biltzen dituen dimentsio desberdinak. Alde batetik kapitalismoaren logika gordin eta onartezina: etekina egin kostatzerik gero eta gero eta alor gehiago merkantzia bihurtu. Ondorioz eta beste aldetik, sektore sozial batzuen etorkizuna, laborariak kasu, zuzenki lan-jerran erartzeaz gain, jende guztia hunkitua da elikaduraren bitartez eta osasunarentzat sortuko diren arriskuengatik.

Joan den ostegunean frantses telebista kate publikoak zabaldu duen erreportaia ezin hobeki errepikatua izan da organismo transgenikoen inguruan

Jakes Bortayrou

jokatzen ari dena. Halaber Kanadako telebista batek joan den otsailean argitaratu eta interneten kontsulta daitekeen* inkesta filma batean gai bera jorratzen du.

Kamera aintzinean JAOen ekoizpenaren %80a kontrolatzen duen Monsantoen egitasmo ero eta beldurgarriak argi eta garbi azaltzen dituzte enpre-

«Monsantoren egitasmo ero eta beldurgarriak argi eta garbi azaltzen dituzte enpresako arduradun ohi batzuek: mundu mailan elikadura katea kontrolatu»

sako arduradun ohi batzuek: mundu mailan elikadura katea kontrolatu. Horretarako laborariak bere menpe ezartzen ditu Kanadan bezala adibidez, benetako «Monsanto land» batzuk sortuz. Han enpresako polizia pribatua nolana hika sartzen da Monsantoen haziak erosi ez dituzten laborarien pentzeetan landare batzuk bildu eta aztertzeke. Sekulan JAO batzuen azarnak topatzen badituzte, damu domaiak eskatzen dituzte bere jabego eskubidea urratzeagatik! Izan ere 96tik hazi transgenikoak landatzen diren eskualdeetan frogatua izan baita, Monsantoen ele ederrak gezurtatuz, JAO-

en barreatzea eta inguruko alorren kutsatzea kontrola ezina dela. Are larriago, urteetan JAO-ekin elikatu kabalen artean osasun arazoak agertzen hasi dira eta laborategietan arratoiekin burutu azterketa zientifikoez baieztatzen dute metabolismoan aldaketak eragiten dituela elikadura transgenikoak. Laborategiko ikertzaileak JAO-ekin lotura argiki frogatzeko 2zpa hiru urte beharko dela aitortzen du. Ezin hobeki ulertzen da orduan, aurtun JAOen eremuak biderkatzeke nahikeriak gordetzen duena: denboraren kontrako lasterketan ari da Monsanto, lehen bait lehen ahal bezainbat JAOak zabalduz Europan, itzulezinezko egoera bat sortu nahian. Horren kontra gelditzen den azken oztipoa iritzi publiko da, filmaren konklusioak dion bezala.

Azkenik ezin da aipatu gabe utzi Lur Berriko arduradun erantzukizuna. Okupazioan zehar behin eta berriz errepikatu dute JAOen landatzea erabaki politikoa zela eta ez zela haien esku. «Ez badi-tugu saltzen beste batzuek salduko dituzte» beren argumentua lotsagarri bezain irresponsablea da. Halaber munduan zehar gertaturikoa ikusiz, nola menturatzen ahal dira pentsatzera eta erraitera dena kontrolatuko eta barreatzea saihestuko dutela? JAOen saltzea ukatuz gero Lur Berri ez luke Monsantoen basakeria geldituko bainan bederen hautu argi eta zuzen bat eginen luke bere lurraldeko kalitateko laborantxaren alde eta interes komertzial hutsa baino herritar guztien interesen alde. Maiatzaren 7tik goiti hartuko duen erabakia eta bere ondorioen erantzule bakarra eta osoa izanen da Lur Berri.

*http://www.dailymotion.com/boreale/video/x1aa29_monsantopur-porc-i

Sur votre agenda

- Apirila:
- ✓ **Vendredi 27, 19h30, BAYONNE** (Carré Bonnat). Table ronde autour de l'expo architecture Leibar/Seigneurin.
 - ✓ **Samedi 28, 10h30, BAYONNE** (Place Lacarre). Baiona Kantuz.
 - ✓ **Samedi 28, 16h, BAYONNE** (Elkar Megadenda). Conférence de Mathieu Elgoyen. «La guerre d'Espagne au Pays Basque».
 - ✓ **Samedi 28, HENDAYE**. Les 20 ans d'EA.
 - ✓ **Samedi 28, 19h30, ZURAUDE** (Biltokian). Talo eta xin gar.
 - ✓ **Samedi 28, NAVARRE**. Visite du Musée Oteiza. Départ en bus de Biarritz, square Javalquinto à 9h30.
 - ✓ **Dimanche 29, 13h, BIARRITZ**. Repas dans la rue quartier Bibi.
- Maiatza:
- ✓ **Mardi 1er, 12h, ST PIERRE D'IRUBE** (Salle des Joyeux). Bazkaria pour les ikastola.
 - ✓ **Mardi 1er, 12h, ASCAIN** (Fronton de Serres). Txotx et repas.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Un centre de recherche venu du Sud

L est bien loin le temps du mépris des Français envers nos voisins espagnols sous-développés. Après la nuit franquiste et l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, les autonomies basques ont complètement inversé la nature des relations transfrontalières. Peu à peu, chacun ici a pu mesurer la dynamique économique du Pays Basque Sud et sa capacité à conforter la nôtre. Après bien d'autres entreprises, tel le sidérurgiste «Ada» sur le port de Bayonne, voilà que s'implante à Anglet, proche du site universitaire de Montaury, le centre de recherche de très haut niveau Nobatek. Les autorités locales et régionales posaient vendredi 20 avril la première pierre d'un bâtiment qui devrait d'ici à un an accueillir plus d'une cinquantaine d'ingénieurs. Ce projet novateur sera le septième pôle de compétences de la fondation biskayenne Tecnalia qui emploie 1.300 chercheurs. Son président, Jose Maria Etcharri, participait à ce lancement de projet accompagné de Jose Maria Muñoz, représentant du gouvernement basque. Jacques Tortos, connu pour avoir dirigé le service économique de la Chambre de commerce de Bayonne, puis l'usine Tchupa-Tchup, sera le directeur de Nobatek-Anglet spécialisé en matière de bâtiment dans l'assistance à maîtrise d'œuvre, le transfert de technologies, l'expertise,

l'audit de certification et l'étude de nouveaux matériaux. Situé à Anglet, Nobatek est bien placé pour le développement des relations interrégionales entre le réseau basque du Sud Tecnalia et l'Aquitaine. C'est ce qu'a particulièrement relevé Alain Rousset, président de région, ainsi que J-J. Lasserre déjà séduit



Personalités du Nord et du Sud parainent la naissance de Nobatek

lors d'une visite à l'antenne de Donosti. Nobatek est bien plus qu'une entreprise nouvelle venant d'Euskadi créatrice de soixante emplois; elle apportera, par la haute technicité de son personnel et de ses travaux, une plus-value inestimable à l'économie d'Iparaldea.

Sommaire

- Sarkozy et Royal au second tour, forte poussée de Bayrou 4 et 9
- Cahier n°1 «Alda» quatre pages de 5 à 8
- Députations et juntas générales ou les fondements de l'autonomie basque 10 et 11